



Soixante-treizième session
Point 82 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 22 décembre 2018

[sur la base du rapport de la Sixième Commission (A/73/556)]

73/265. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-dixième session

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-dixième session¹,

Soulignant qu'il importe de poursuivre le développement progressif et la codification du droit international afin de mettre en œuvre les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies²,

Constatant qu'il est souhaitable de renvoyer à la Sixième Commission les questions de droit et de rédaction des textes, y compris les sujets susceptibles d'être soumis à la Commission du droit international pour examen approfondi, et de permettre aux deux commissions de contribuer davantage encore au développement progressif et à la codification du droit international,

Rappelant qu'il faut maintenir à l'étude les sujets de droit international qui, par l'intérêt nouveau ou renouvelé qu'ils présentent pour la communauté internationale, peuvent fournir matière au développement progressif et à la codification du droit international et donc figurer au programme de travail futur de la Commission du droit international,

Rappelant le rôle que jouent les États Membres pour ce qui est de proposer de nouveaux sujets à l'examen de la Commission du droit international et notant à cet égard que celle-ci leur a recommandé de motiver leurs propositions,

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 10 (A/73/10).

² Résolution 2625 (XXV), annexe.



Réaffirmant l'importance, pour l'aboutissement des travaux de la Commission du droit international, des informations communiquées par les États Membres sur leurs opinions et leur pratique,

Consciente de l'importance du travail effectué par les rapporteurs spéciaux de la Commission du droit international,

Se félicitant de la tenue du Séminaire de droit international et prenant note avec satisfaction des contributions volontaires versées au fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international,

Considérant qu'il importe que l'*Annuaire de la Commission du droit international* soit publié en temps voulu et que l'arriéré de publication soit résorbé,

Soulignant qu'il est utile que la Sixième Commission cadre et structure le débat qu'elle consacre au rapport de la Commission du droit international de façon à pouvoir accorder l'attention voulue à chacun des grands sujets qui y sont traités et débattre de thèmes particuliers,

Désireuse, dans le cadre de la revitalisation du débat sur le rapport de la Commission du droit international, de renforcer encore l'interaction entre la Sixième Commission, constituée de représentants des États, et la Commission du droit international, constituée de juristes indépendants, pour améliorer le dialogue entre elles,

Se félicitant des initiatives prises par la Sixième Commission en vue de tenir des débats interactifs, des discussions de groupe et des séances de questions, comme elle l'envisageait dans sa résolution 58/316 du 1^{er} juillet 2004, relative à de nouvelles mesures pour la revitalisation de ses travaux,

Se félicitant également de la tenue des réunions à New York et à Genève à l'occasion de la célébration du soixante-dixième anniversaire de la Commission, sur le thème général « Les 70 ans de la Commission du droit international : Dresser le bilan pour l'avenir », ainsi que des débats consacrés, entre autres, aux méthodes de travail de la Commission,

1. *Prend note* du rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-dixième session¹ ;

2. *Rend hommage* à la Commission du droit international pour le travail qu'elle a accompli à sa soixante-dixième session et observe en particulier :

a) Qu'elle a achevé l'examen en seconde lecture du projet de conclusions sur les accords et pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités³ ;

b) Qu'elle a achevé l'examen en seconde lecture des projets de conclusion sur la détermination du droit international coutumier⁴ ;

c) Qu'elle a achevé l'examen en première lecture des projets de directive sur la protection de l'atmosphère⁵ ;

d) Qu'elle a achevé l'examen en première lecture du projet de guide de l'application à titre provisoire des traités⁶ ;

3. *Recommande* à la Commission du droit international de poursuivre ses travaux sur les sujets actuellement inscrits à son programme de travail en tenant

³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 10 (A/73/10)*, chap. IV, sect. E.

⁴ *Ibid.*, chap. V, sect. E.

⁵ *Ibid.*, chap. VI, sect. C.

⁶ *Ibid.*, chap. VII, sect. C.

compte des commentaires et observations présentés par les États par écrit ou oralement au cours des débats de la Sixième Commission ;

4. *Appelle l'attention* des États sur le fait qu'il importe qu'ils fassent parvenir à la Commission du droit international, le 31 décembre 2018 au plus tard, leurs observations sur les divers aspects des sujets inscrits à l'ordre du jour de celle-ci, en particulier tous les points mentionnés au chapitre III de son rapport en ce qui concerne :

- a) Les normes impératives du droit international général (*jus cogens*) ;
- b) L'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État ;
- c) La protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés ;
- d) La succession d'États en matière de responsabilité de l'État ;

5. *Appelle également l'attention* des États sur le fait qu'il importe qu'ils fassent parvenir à la Commission du droit international leurs commentaires et observations sur le projet d'articles sur les crimes contre l'humanité, que la Commission a adopté en première lecture à sa soixante-neuvième session⁷ ;

6. *Appelle en outre l'attention* des États sur le fait qu'il importe qu'ils fassent parvenir à la Commission du droit international, le 15 décembre 2019 au plus tard, leurs commentaires et observations concernant les projets de directive sur la protection de l'atmosphère et le projet de guide de l'application à titre provisoire des traités, que la Commission a adoptés en première lecture à sa soixante-dixième session⁸ ;

7. *Prend note* de la décision de la Commission du droit international d'ajouter le sujet « Principes généraux du droit » à son programme de travail⁹, et encourage cette dernière à poursuivre l'examen des sujets inscrits à son programme de travail à long terme¹⁰ ;

8. *Engage* la Commission du droit international à tenir compte des capacités et des vues des États Membres au moment d'inscrire des sujets à son programme de travail actuel ;

9. *Prend note* des paragraphes 368 à 370 du rapport de la Commission du droit international et observe, en particulier, que la Commission a inscrit les sujets « Compétence pénale universelle » et « L'élévation du niveau de la mer au regard du droit international » à son programme de travail à long terme¹¹ et, à cet égard, demande à la Commission de tenir compte des commentaires, des préoccupations et des observations formulés par les États au cours du débat de la Sixième Commission ;

10. *Prend note également* de la tenue de la première partie de la soixante-dixième session de la Commission du droit international au Siège de l'Organisation

⁷ Ibid., *soixante-douzième session, Supplément n° 10 (A/72/10)*, par. 43.

⁸ Ibid., *soixante-treizième session, Supplément n° 10 (A/73/10)*, par. 76 et 88.

⁹ Ibid., par. 363.

¹⁰ Les sujets suivants sont actuellement inscrits au programme de travail à long terme de la Commission du droit international : « Propriété et protection des épaves au-delà des limites de la juridiction maritime nationale », « Immunité juridictionnelle des organisations internationales », « Protection des données personnelles dans la circulation transfrontière de l'information », « Compétence extraterritoriale », « Règle du traitement juste et équitable en droit international de l'investissement », « Règlement des différends internationaux auxquels des organisations internationales sont parties », « La preuve devant les juridictions internationales », « Compétence pénale universelle » et « L'élévation du niveau de la mer au regard du droit international ».

¹¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-treizième session, Supplément n° 10 (A/73/10)*, par. 369.

des Nations Unies, à New York, du 30 avril au 1^{er} juin 2018, qui a coïncidé avec la célébration du soixante-dixième anniversaire de la Commission, et de la seconde partie de la session à l'Office des Nations Unies à Genève, du 2 juillet au 10 août 2018 ;

11. *Prend note en outre* des paragraphes 331 à 362 du rapport de la Commission du droit international et se félicite de la tenue des réunions marquant le soixante-dixième anniversaire de la Commission à New York le 2 mai 2018 et à Genève les 5 et 6 juillet 2018, et remercie les États Membres, l'établissement universitaire et d'autres, qui ont apporté des contributions financières et des contributions en nature afin de faciliter cette célébration ;

12. *Prend note* du paragraphe 382 du rapport de la Commission du droit international et prie le Secrétaire général de continuer à rechercher des solutions concrètes pour soutenir le travail des rapporteurs spéciaux, en plus de celles que prévoit sa résolution [56/272](#) du 27 mars 2002 ;

13. *Se félicite* des efforts que fait la Commission du droit international pour améliorer ses méthodes de travail¹² et l'encourage à persévérer ;

14. *Invite* la Commission du droit international à continuer de prendre des mesures pour améliorer son efficacité et sa productivité et à envisager de présenter aux États Membres des propositions à cette fin ;

15. *Rappelle* qu'il importe de procéder à une analyse approfondie de la pratique des États et de tenir compte de la diversité des systèmes juridiques des États Membres dans les travaux de la Commission du droit international ;

16. *Engage* la Commission du droit international à prendre de nouvelles mesures d'économie à ses futures sessions, sans pour autant nuire à l'efficacité et à l'efficience de ses travaux ;

17. *Rappelle* que la Commission du droit international a son siège à l'Office des Nations Unies à Genève ;

18. *Prend note* du paragraphe 395 du rapport de la Commission du droit international et décide que celle-ci tiendra sa prochaine session à l'Office des Nations Unies à Genève du 29 avril au 7 juin et du 8 juillet au 9 août 2019 ;

19. *Souligne* qu'il est souhaitable d'améliorer encore le dialogue entre la Commission du droit international, en particulier les rapporteurs spéciaux, et la Sixième Commission et, à ce propos, préconise de poursuivre la pratique des consultations informelles sous la forme d'échanges de vues entre les membres des deux commissions tout au long de l'année ;

20. *Engage* les délégations, pendant le débat sur le rapport de la Commission du droit international, à continuer de suivre autant que possible le programme de travail structuré adopté par la Sixième Commission et à faire des déclarations concises et centrées sur les sujets à l'examen ;

21. *Engage* les États Membres à envisager de se faire représenter par un conseiller juridique pendant la première semaine au cours de laquelle la Sixième Commission examine le rapport de la Commission du droit international (Semaine du droit international), afin que les questions de droit international puissent faire l'objet d'un débat de haut niveau ;

¹² Ibid., *soixante-sixième session, Supplément n° 10 (A/66/10)*, par. 370 à 388.

22. *Souligne* à cet égard qu'il faut prévoir suffisamment de temps pour l'examen du rapport de la Commission du droit international à la Sixième Commission ;

23. *Prie* la Commission du droit international de continuer à bien indiquer dans son rapport annuel, pour chaque sujet, les points sur lesquels les observations des États, formulées à la Sixième Commission ou présentées par écrit, lui seraient particulièrement utiles pour orienter comme il se doit la poursuite de ses travaux ;

24. *Prend note* des paragraphes 396 à 399 du rapport de la Commission du droit international, relatifs à la coopération et aux relations avec d'autres organes, et invite la Commission à continuer d'appliquer l'alinéa e) de l'article 16 et les articles 25 et 26 de son statut pour renforcer encore sa coopération avec d'autres organes s'occupant de droit international, compte tenu de l'utilité de cette coopération ;

25. *Observe* que les organismes nationaux et les juristes qui s'occupent de droit international peuvent aider les États à décider s'ils doivent ou non faire des commentaires et des observations sur les projets présentés par la Commission du droit international ainsi qu'à formuler de tels commentaires et observations ;

26. *Réaffirme* ses décisions antérieures sur l'aide indispensable que la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat apporte à la Commission du droit international, notamment en rédigeant des mémoires et des études sur des sujets inscrits à l'ordre du jour de celle-ci, et prend note des demandes présentées par la Commission et tendant à ce que le Secrétariat procède à un nouveau tirage du mémorandum sur les moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier¹³ pour tenir compte du texte des projets de conclusion et des commentaires sur la détermination du droit international coutumier adoptés en seconde lecture, et établisse un mémoire fournissant des informations sur les traités qui pourraient présenter un intérêt pour la suite de ses travaux sur le sujet « Succession d'États en matière de responsabilité de l'État », figurant aux paragraphes 364 et 365 de son rapport ;

27. *Réaffirme également* ses décisions antérieures concernant la documentation et les comptes rendus analytiques des séances de la Commission du droit international¹⁴ ;

28. *Prend note* du paragraphe 386 du rapport de la Commission du droit international, rappelle l'importance primordiale du multilinguisme, établie dans ses résolutions 69/324 du 11 septembre 2015 et 71/328 du 11 septembre 2017 sur le multilinguisme, souligne qu'il importe de publier les documents de la Commission en temps voulu dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et, à cette fin, demande aux rapporteurs spéciaux de soumettre leurs rapports dans les délais fixés par le Secrétariat ;

29. *Souligne* qu'il faut accélérer l'établissement des comptes rendus analytiques des séances de la Commission du droit international et se félicite que, d'une part, les mesures prises à la soixante-cinquième session de la Commission pour rationaliser le traitement des comptes rendus analytiques¹⁵ aient été maintenues, ce

¹³ A/CN.4/710.

¹⁴ Voir les résolutions 32/151, par. 10, et 37/111, par. 5, ainsi que toutes les résolutions ultérieures sur les rapports annuels présentés à l'Assemblée générale par la Commission du droit international ; voir également l'*Annuaire de la Commission du droit international 1982*, vol. II (Deuxième partie), par. 267 à 269 et 271, ainsi que les rapports annuels subséquents de la Commission.

¹⁵ *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-huitième session, Supplément n° 10 (A/68/10)*, par. 183.

qui a permis de rationaliser l'emploi des ressources, et que, d'autre part, la longueur des comptes rendus analytiques de la Commission, qui constituent les travaux préparatoires du développement progressif et de la codification du droit international, ne soit pas arbitrairement limitée ;

30. *Se félicite* de l'institutionnalisation de la pratique du Secrétariat de publier en anglais et en français, sur le site Web de la Commission du droit international, les comptes rendus analytiques provisoires des travaux de celle-ci ;

31. *Se félicite également* des efforts déployés par le Secrétariat en vue d'assurer le traitement rapide et efficace des documents de la Commission du droit international et de l'institutionnalisation des mesures expérimentales prises à la soixante-huitième session de la Commission pour rationaliser l'édition de ces documents ;

32. *Prend note* du paragraphe 385 du rapport de la Commission du droit international, souligne l'importance que les publications de la Division de la codification revêtent pour les travaux de la Commission, salue en particulier la publication de la neuvième édition de *La Commission du droit international et son œuvre* en français et prie à nouveau le Secrétaire général de continuer de publier *La Commission du droit international et son œuvre* dans les six langues officielles au début de chaque quinquennat, le *Recueil des sentences arbitrales* en anglais ou en français et le *Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice* dans les six langues officielles tous les cinq ans ;

33. *Prend également note* du paragraphe 390 du rapport de la Commission du droit international, souligne la valeur incomparable de l'*Annuaire de la Commission du droit international* et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il soit publié en temps voulu dans toutes les langues officielles ;

34. *Exprime sa reconnaissance* aux États qui ont versé des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale destiné à résorber l'arriéré de publication de l'*Annuaire de la Commission du droit international* et encourage le versement d'autres contributions à ce fonds ;

35. *Prend note* du paragraphe 391 du rapport de la Commission du droit international, se félicite des progrès remarquables accomplis ces dernières années dans la résorption de l'arriéré de publication de l'*Annuaire de la Commission du droit international* dans les six langues, salue les efforts faits par la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève, notamment sa Section de l'édition, pour donner effectivement suite à ses résolutions appelant à la résorption de l'arriéré, encourage la Division à fournir en permanence à la Section de l'édition l'appui dont elle a besoin pour assurer la publication de l'*Annuaire de la Commission du droit international* et demande que la Commission soit tenue régulièrement informée des progrès accomplis à cet égard ;

36. *Se félicite* des efforts constants que fait la Division de la codification pour tenir à jour et améliorer le site Web où sont présentés les travaux de la Commission du droit international ;

37. *Espère* que le Séminaire de droit international continuera de se tenir parallèlement aux sessions de la Commission du droit international et attirera un nombre croissant de participants venant de pays appliquant l'un ou l'autre des principaux systèmes juridiques, et en particulier de pays en développement, ainsi que des représentants auprès de la Sixième Commission, et invite les États à continuer de verser au fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international les contributions volontaires dont il a besoin d'urgence ;

38. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Séminaire de droit international les services dont il a besoin, y compris, s'il y a lieu, des services d'interprétation, et l'engage à continuer de réfléchir aux moyens d'améliorer l'organisation et la structure du Séminaire ;

39. *Souligne* l'importance des comptes rendus analytiques et du résumé thématique du débat de la Sixième Commission pour les travaux de la Commission du droit international et, à cet égard, prie le Secrétaire général de porter à l'attention de cette dernière les comptes rendus des séances qu'elle a consacrées, à sa soixante-treizième session, à l'examen du rapport de celle-ci, ainsi que toutes déclarations écrites distribuées par les délégations qui prononcent un discours, et d'établir et de faire distribuer, suivant la pratique établie, un résumé thématique du débat ;

40. *Prie* le Secrétariat de distribuer aux États, dès que possible après la fin de la session de la Commission du droit international, le chapitre II du rapport de celle-ci, contenant le résumé des travaux de la session, ainsi que le chapitre III, consacré aux points sur lesquels des observations des États seraient particulièrement intéressantes pour la Commission, et les projets d'article adoptés par la Commission en première ou en seconde lecture ;

41. *Prie également* le Secrétariat de diffuser le rapport complet de la Commission du droit international dès que possible après la fin de la session de la Commission pour que les États Membres puissent l'examiner suffisamment à l'avance et avant l'expiration du délai qu'elle a fixé pour la présentation des rapports ;

42. *Engage* la Commission du droit international à continuer d'envisager différentes manières de formuler les points sur lesquels des observations des États seraient particulièrement intéressantes pour elle, afin d'aider ceux-ci à mieux comprendre les questions auxquelles ils doivent répondre ;

43. *Recommande* que, à sa soixante-quatorzième session, l'examen du rapport de la Commission du droit international commence le 28 octobre 2019.

*65^e séance plénière
22 décembre 2018*